



Dossier de presse

*Rassemblement
devant le CIO de Lausanne le 26 février 2020
et
trois conférences de Junichi OHNUMA
Lausanne-Lyon-Paris*

Contact local : Philippe de Rougemont : +00 41 (0)76 693 62 93
contact presse : Kolin Kobayashi
+33(0)6 64 96 08 48
kolink@orange.fr



Organisation et soutiens :

Le « Collectif contre les JO radioactifs de Tokyo »

ACDN, ADN- Arrêt Du Nucléaire, 75, Appel de Genève « APAG2 » Genève (CH), Appel du 26 avril, Association Henri Pézerat, C.A.N 84, Collectif contre l'ordre atomique, CHENAL, ContrAtom Genève (CH), CRIIRAD, ECHO-Echanges France, « Enfants de Tchernobyl Belarus », IPPNW Suisse et Allemagne, Nos Voisins Lointains 3.11, Réseau Sortir du nucléaire France, Réseau L'EPR ça suffit, Sortir du nucléaire Suisse romande, Soigner les Enfants de Tchernobyl, Genève, SDN Berry-Giennois-Puisaye, SDN Isère, SDN 72, Yosomono-Net France

Présentation

Depuis qu'en 2013, devant l'assemblée générale du CIO, Shinzo ABE a lancé la candidature de Tokyo aux JO de 2020, en prononçant un discours mensonger, quelques voix indignées se sont fait entendre parmi la population de Fukushima, celles aussi de scientifiques indépendants et de personnalités comme Hiroaki KOIDE ou Mitsuhei MURATA, ancien ambassadeur japonais en Suisse. Depuis 2017, un appel à boycott a également surgi des mouvements antinucléaires tandis que l'IPPNW a lancé une campagne contre la tenue des JO de Tokyo.

Un « *Collectif contre les JO radioactifs de Tokyo* », informel et regroupant une partie des mouvements contestataires, appelle à se rassembler devant le CIO, à Lausanne, pour protester contre l'organisation des JO au Japon dont la tenue est tout à fait inappropriée, le Japon étant toujours en urgence nucléaire depuis l'accident de Fukushima de 2011.

Ce « Collectif » veut ainsi dénoncer le mensonge de la reconstruction, orchestré par les autorités japonaises et internationales pro-nucléaires. Le CIO se fait complice de ce mensonge en organisant ces JO dont une partie des épreuves sportives auront lieu dans ou traverseront des zones contaminées où la population japonaise est contrainte de vivre sans que des mesures sanitaires aient été prises pour la protéger de toute contamination.

Junichi OHNUMA sera l'invité de ce Collectif. Scientifique indépendant, biologiste moléculaire de formation, il est le principal architecte de la carte de contamination de l'accident de Fukushima. Il expliquera, au cours d'une conférence, la véritable contamination radioactive et pourquoi il est opposé à la tenue des JO au Japon. Ayant reçu le Prix du Congrès des journalistes japonais, il présentera le livre-document des cartes de la contamination en becquerels.

D'autres voix interviendront, soit par vidéo, documents, lectures... Notamment celle de Ruiko MUTOH, coprésidente du collectif des plaignants contre TEPCO, portant souvent la voix des femmes de Fukushima qui dénonce la décision inacceptable d'organiser les JO à un moment de grandes difficultés matérielles et économiques des réfugiés, ou encore celle d'une habitante de la ville de Daté, par le biais d'un témoignage poignant, joint aux autres messages dans ce dossier de presse.

Groupe de coordination

Déclaration lors du rassemblement devant le CIO le 26 février 2020

par le Collectif contre les JO de Tokyo

Aujourd'hui, des citoyens et citoyennes de plusieurs pays et associations se sont rassemblés afin de contester l'organisation des prochains Jeux Olympiques de Tokyo, dont la tenue à l'été 2020, est de toute évidence inappropriée.

L'accident nucléaire de Fukushima n'est pas terminé et le Japon fait toujours l'objet d'une déclaration d'urgence nucléaire depuis l'accident de 2011. Cela signifie que les niveaux de radio-contamination autorisés pour tous les résidents des zones contaminées ont été relevés à 20 millisievert par personne et par an au lieu du niveau standard de 1 millisievert par an. Cette limite élevée est inacceptable car elle présente des effets néfastes considérables sur la santé de la population japonaise, en particulier pour les enfants et les femmes - femmes en âge de procréer ou femmes enceintes.

Depuis neuf ans et la fusion des trois réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, afin de refroidir de manière continue les coriums ensevelis sous les décombres et gérer les déchets produits, l'accident et sa gestion ont engendré et continue d'engendrer une dispersion de particules radio-actives sur l'ensemble du territoire japonais et dans l'Océan Pacifique. Des millions de sacs de terre contenant des éléments radioactifs (tritium, césium 137, césium 134 et strontium, etc.) sont entreposés voire dispersés sur le territoire japonais. Beaucoup de ces éléments radio-actifs ont une très longue durée de vie .

La préfecture de Fukushima est particulièrement touchée : à divers endroits, la radioactivité dépasse le seuil naturel et/ou autorisé par les instances internationales et scientifiques indépendantes dont ne fait pas partie l'AIEA [dont les objectifs « *sont d'encourager l'utilisation sûre de la science et de la technologie nucléaires à diverses fins pacifiques, y compris la production d'électricité* »]. En octobre dernier, la zone a par ailleurs été frappée par un typhon d'une puissance inédite, faisant planer la menace du sur-accident : les fortes précipitations ont lessivé les sols et les vents violents ont soulevé la poussière, transportant les radioéléments au gré des courants marins et des rafales de vent. Pire, d'énormes sacs de terre contaminée (environ 90) ont été emportés par une rivière en crue, sans que la plupart n'ait été retrouvée. **Incontrôlable, la dissémination de la radioactivité n'est donc pas maîtrisée et ne le sera pas pendant des centaines voire milliers d'années.**

Dans ce contexte, nous affirmons que le premier ministre M. Abe a dissimulé la vérité lorsque, à l'occasion de son audition devant l'Assemblée générale du comité international des J.O. le 7 septembre 2013, il a déclaré :

« Les eaux radioactives sont confinées sur une zone de 0,3 km² sur le port de la centrale de Fukushima Dai-ichi. »

« Aujourd'hui, la centrale de Fukushima Dai-ichi est entièrement sous contrôle. »

« L'accident de la centrale de Fukushima n'a eu et n'aura aucun impact délétère sur Tokyo. »

« L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Dai-Ichi n'a engendré aucun problème de quelque ordre qu'il soit et la contamination radioactive est limitée et parfaitement confinée dans une zone restreinte. »

« Je souhaite affirmer que dans le passé, dans le présent et à l'avenir, aucun problème de santé n'est à craindre. »

D'un point de vue scientifique, ces allégations sont incontestablement fausses. Les retours d'expériences de Tchernobyl et particulièrement des personnes vivant dans des territoires contaminés ainsi que la durée de vie de la plupart des éléments radioactifs rejetés démontrent que **les conséquences sanitaires d'un accident nucléaire majeur ne peuvent pas être circonscrites, ni dans le temps, ni dans l'espace.**

Le choix du trajet de la flamme olympique trahit une volonté de solder les conséquences de l'accident. À peine croyable, le parcours partira du village jusque-là utilisé comme centre opérationnel de gestion de l'accident nucléaire. Il devrait ensuite traverser de larges zones contaminées.

Dans certaines parties de la baie de Tokyo où auront lieu les épreuves de natation du triathlon, l'eau est non seulement trouble et nauséabonde, mais une radioactivité anormalement élevée s'y est accumulée. Et dans la ville de Tokyo, de nombreux « *hot spots* » ont été recensés, sans que de véritables mesures de santé publique aient été prises.

Outre l'alerte lancée concernant l'éventuelle mise en danger de la santé des athlètes, nous dénonçons surtout le choix délibéré des autorités consistant à utiliser un événement à grande audience pour faire croire aux Japonais et au monde entier que les conséquences de l'accident sont terminées. Nous condamnons fermement l'organisation des JO dans la région de Fukushima - en grande partie contaminée - et nous craignons que le spectacle de masse masque la gravité de la situation des populations contraintes d'y vivre. Nous redoutons également que la reconstruction scandée par le gouvernement Abe ne soit présentée comme acquise par les médias à l'occasion de cette grand-messe du divertissement aux enjeux économiques majeurs.

Alors que les pouvoirs publics dépensent des sommes d'argent colossales pour construire de nouvelles infrastructures et promouvoir l'événement, les habitants de Fukushima sont toujours en attente de mesures concrètes pourtant indispensables. Aujourd'hui, près de 100 000 personnes ont été déplacées loin de leur domicile et sont toujours dans l'attente d'être relogées. D'autres vivent sous la pression du risque radiologique ou pire, s'en accommodent : ils consomment des produits contaminés et fréquentent des lieux dangereux pour leur santé.

Dans la préfecture de Fukushima, rien que sur l'échantillon de jeunes enfants bénéficiant d'examens médicaux, le cancer de la thyroïde a été diagnostiqué pour 230 enfants. De plus, de nombreux résidents ont déclaré des maladies jusqu'ici rares dans cette région et que d'autres vont inévitablement se manifester à moyen ou long terme. Face à cette situation, le gouvernement Abe n'a pas daigné réagir et n'a pas mis en place de réelles mesures de suivi sanitaire et médical. En revanche, il a opté pour une politique de relance et de promotion du nucléaire.

La tenue des Jeux Olympiques à Tokyo participe à un mensonge de "reconstruction", qui vise à effacer la gravité de l'accident nucléaire de Fukushima et à garantir l'avenir de l'industrie

nucléaire, au Japon et dans le monde dont est garante l'AIEA. Depuis l'accident, la norme pour l'exposition annuelle maximale à la radioactivité a été relevée comme mentionné ci-dessus et les normes de sécurité alimentaire ont été portées à 100 Bq / kg. Dans ce contexte, les villages des zones contaminées où l'accès était restreint rouvrent les uns après les autres, tandis que le gouvernement et la préfecture suppriment les aides au relogement de tous les « évacués », dont le nombre est objet de contestation à des fins de dissimulation.

Nous considérons la reconstruction de Fukushima, annoncée officiellement à l'occasion des Jeux Olympiques, comme une tromperie, et nous dénonçons l'organisation de cet événement, dans lequel le CIO est complice d'un déni criminel, camouflé par le gouvernement japonais et la majorité des medias grand public.

Ce n'est absolument pas le moment pour Fukushima d'assister ni même de penser aux Jeux Olympiques !

Ruiko MUTO habitante de Fukushima

En mars 2020, la course de la flamme olympique des J.O de Tokyo partira de la commune de Naraha dans le département de Fukushima. Et les matchs de baseball et de softball sont prévus dans la ville de Fukushima en juillet. Cependant, après l'accident nucléaire majeur du 11 mars 2011, nous considérons, au vu de la situation, que ce n'est absolument pas le moment pour nous d'assister ni même de penser aux réjouissances des Jeux Olympiques.

Les réacteurs accidentés de la centrale de Fukushima Daiichi continuent toujours de répandre des matières radioactives dans l'air et dans la mer. Et l'accident n'est toujours pas maîtrisé : chaque jour, 4 000 travailleurs sont exposés à l'irradiation pour tenter de stabiliser la situation et traiter divers problèmes. Actuellement, pour les gens qui vivent à Fukushima, la limite d'exposition aux radiations est vingt fois supérieure à celle du reste de la population. Huit ans après la catastrophe, aucun retour à la normale n'a été constaté pour le niveau de la radioactivité ambiante. Cependant, la limite autorisée pour le département de Fukushima a été relevée dans le but de faire revenir les habitants alors que les matières radioactives rejetées et dispersées suite à l'accident sont encore partout présentes et que certaines zones sont toujours interdites. Quant aux 14 millions de tonnes de déchets radioactifs dus à la décontamination, la plupart restent enterrés dans des parcs ou des jardins d'habitations, et d'autres se retrouvent entassés au "dépôt provisoire" des municipalités. Ainsi, jusqu'à tout récemment, des sacs de ces déchets étaient entreposés dans le stade prévu pour le match de baseball des J.O.

Les indemnisations des réfugiés sont très insuffisantes et beaucoup de procès sont en cours, intentés contre TEPCO et le gouvernement. Des personnes se retrouvent ainsi en très grandes difficultés à cause de l'arrêt des indemnisations ou de l'offre d'hébergement gratuit. Beaucoup d'autres survivent faute de pouvoir reprendre leurs activités économiques d'avant. Ces situations dramatiques occasionnent un grand nombre de troubles psychiques. On compte d'ors et déjà plus de 2200 morts "liées à la catastrophe" dont plus de 100 suicides. Par ailleurs, le nombre d'enfants et de jeunes ayant développé un cancer de la thyroïde (ou soupçonné tel) atteint aujourd'hui 217. Cette occurrence est plusieurs dizaines de fois supérieure à la norme, mais ce chiffre est lui-même remis en cause par d'autres cas de cancer signalés en dehors des statistiques officielles.

On a baptisé les Jeux Olympiques de Tokyo "les J.O. de la reconstruction", et toute la société japonaise semble s'être absorbée dans cette marché forcée vers l'optimisme. Pourtant, la réalité des victimes de Fukushima est bien loin de la "reconstruction". Pire, cette médiatisation des J.O. joue un rôle considérable pour occulter les problèmes graves dus à l'accident nucléaire.

Les budgets colossaux alloués aux J.O. devraient d'abord être utilisés pour aider les victimes de Fukushima, entre autres dans le domaine de la santé et de la sécurité des enfants.

En tant que victime et résidante de Fukushima, je ne peux pas faire bon accueil à la tenue des Jeux Olympique de Tokyo. Et je ne peux certainement pas m'en réjouir.

Je souhaiterais que des sportifs sensés aient le courage de refuser de venir au

Japon. Si vous aviez prévu une dépense pour assister à des compétitions olympiques et pour voyager au Japon, ne pourriez-vous pas plutôt la destiner aux enfants de Fukushima afin qu'ils puissent partir en séjour - santé? Et, si vous décidiez de venir quand même au Japon, veuillez vous rendre à Fukushima et constater par vous-même ce qui est, sur place, notre réalité.

(traduction : Yuki Takahata)

Communiqué de presse

Rapport de Junichi Ōnuma :

Le Japon n'est pas légitime pour accueillir les Jeux Olympiques de Tokyo 2020

Le 11 mars 2011, suite à un séisme majeur et un tsunami, une perte d'alimentation électrique se produisait à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, entraînant la fonte du cœur des réacteurs 1 à 3, et la destruction totale des 4 réacteurs par des explosions d'hydrogène.

Le panache radioactif qui s'en est suivi a exposé la population à une grande quantité de radioactivité et a gravement pollué l'Océan Pacifique et les terres.

En dehors de la préfecture de Fukushima, le gouvernement n'a pas effectué d'études sur la contamination des sols.

Les études du réseau de mesures de radioactivité citoyen " le Site des données pour tous", menées dans 17 préfectures sur 3400 sites, ont révélé une contamination majeure des sols, non seulement dans la préfecture de Fukushima, mais aussi dans le sud d'Iwate, de Miyagi et au nord-ouest de Chiba, dévoilant ainsi des zones contaminées à forte concentration, inhabitables pour l'homme même dans 100 ans.

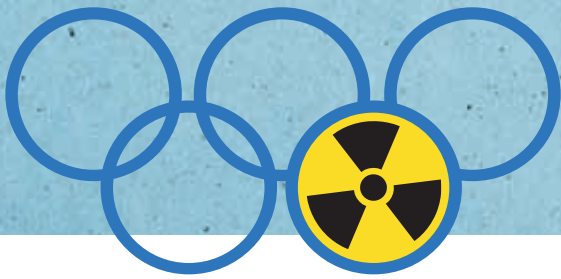
Si la contamination radioactive autour du site où se déroulent les Jeux Olympiques n'est pas inquiétante pour l'international, malgré tout, de nombreux hot spots ont été identifiés sur le parcours de la flamme olympique, là où précisément les citoyens sont invités à participer à l'évènement.

Le gouvernement japonais a commis un certain nombre de graves erreurs après l'accident.

1. Les informations du SPEEDI [système de prévision de la diffusion du panache radioactif] n'ont pas été divulguées et de ce fait de nombreux évacués ont subi une irradiation qui aurait pu être évitée.
2. La distribution d'iode stable qui constitue un moyen de prévention efficace pour protéger la santé (thyroïde) des populations exposées, n'a pas été ordonnée.
3. Les personnes exposées à des quantités importantes de radioactivité ont été abandonnées, et n'ont eu droit ni à la décontamination des lieux de vie, ni aux soins de santé appropriés.
4. La dose maximale admissible pour les populations, qui était de 1 mSv par an a été relevée à 20mSv par an, seuil inadapté à l'habitat humain mais qui sert désormais de curseur pour redessiner les zones d'évacuation.
Et si, près de 150.000 personnes ont été évacuées, plus d'un million de citoyens, dont des enfants et des femmes enceintes, ont été contraint de rester dans des zones hautement radioactives et ont subi une irradiation continue.
5. Les populations hors de la zone d'évacuation nucléaire reconnue ne touchent aucune compensation et vivent dans l'angoisse.
Et pour les zones reconnues par l'État, depuis mars 2017, les ordres d'évacuation sont levés les uns après les autres ; cette abrogation qui met fin aux aides financières signifie une réinstallation forcée pour la population.

6. En dépit de ce retour forcé, non loin des réacteurs accidentés sur le littoral pacifique, le taux de réinstallation des anciens résidents est inférieur à 10% et les villes sont devenues des dortoirs pour les travailleurs du déclassé nucléaire.
7. Lors de la 125e session du CIO en 2013, Shinzo Abe, premier ministre, a menti dans son discours sur l'état de la centrale nucléaire. « La situation est sous contrôle » a-t-il déclaré, alors que l'état d'urgence nucléaire est toujours en cours dans le pays et que le seuil de radioactivité maximale pour les populations est toujours fixé à 20mSv par an.
8. Quant aux déchets radioactifs de la décontamination, la tolérance de 8000Bq / kg, permettant maintenant leur élimination avec les déchets ordinaires dans les incinérateurs existants, ou tout simplement leur dépôt en décharge classique, est en train de propager la contamination radioactive à travers tout le pays.
9. Tepco a rejeté l'arbitrage du Centre de médiation des litiges de dommages nucléaires (ADR), ce qui a porté une grave atteinte à la situation des victimes.
10. Les pertes subies par les évacués et les populations exposées à l'irradiation dans les zones contaminées sont irréparables. Le socle de l'agriculture et de l'élevage est détruit à cause des terres contaminées. De même que le ressort de la communauté régionale s'est cassé, les cas de familles disloquées, de faillites et de disparitions totales sont nombreux.
11. Alors que les réacteurs accidentés devraient être confinés sous sarcophages pendant 100 ans comme à Tchernobyl, le gouvernement persiste dans un projet de déclassé sur 40 ans et des milliers de travailleurs du nucléaire sont exposés quotidiennement aux rayons.
12. Les soins médicaux des personnes fortement irradiées au moment de l'accident et de celles vivant dans les zones contaminées sont insuffisants. Le nombre de cancers infantiles de la thyroïde a explosé. A ce jour on recense plus de 200 cas.
13. « La peur d'être irradié provoquerait des maladies » ou « exprimer son angoisse constitue une entrave à la reconstruction », sont des propos devenus les leitmotiv des autorités envers la population des zones contaminées.

Voilà pourquoi ce gouvernement japonais qui persiste dans des mesures politiques aussi inhumaines qu'absurdes n'a aucune légitimité pour accueillir cet événement symbole de paix, d'humanité et de réconciliation, que sont les Jeux Olympiques.



TOKYO 2020

The Radioactive Olympics

放射性オリンピック

Message de IPPNW Allemagne* au président du CIO, M. Bach :

"Arrêtez les compétitions de base-ball et de softball dans la ville de Fukushima et le relais de la flamme olympique dans les zones contaminées par la radioactivité".

L'idée de la paix olympique et de la compréhension mutuelle entre les nations et les peuples est un aspect important pour nous en tant qu'organisation de paix. Mais le gouvernement japonais utilise les Jeux olympiques pour détourner l'attention de la catastrophe nucléaire qui se déroule actuellement dans le nord-est du pays.

Malheureusement, pour des raisons tant symboliques que politiques, les stades de Fukushima, à seulement 50 km des ruines de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, ont été choisis pour organiser des compétitions de softball et de baseball. Il est prévu que la torche olympique parte le 26 mars 2020 du « J village », à seulement 20 km des réacteurs, et traverse des zones encore pleines de « points chauds » radioactifs. En 2011, il y a eu à la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, de multiples fusions nucléaires qui ont répandu la radioactivité à travers le Japon et l'océan Pacifique - une catastrophe comparable uniquement à la fusion nucléaire de Tchernobyl. La situation dans les régions contaminées reste volatile, les réacteurs paralysés ne sont toujours pas sous contrôle. Chaque jour, ils rejettent de la radioactivité dans l'environnement, menaçant ainsi la santé de la population. Tchernobyl est un modèle pour l'avenir des souffrances de la population japonaise.

Après les fusions, le gouvernement japonais a augmenté les niveaux de dose radioactive légalement autorisés pour le grand public de 1 mSv/a à 20 mSv/a afin d'empêcher de nouvelles évacuations et de faire pression sur les personnes évacuées pour qu'elles retournent dans les zones décontaminées. Par cette politique, les autorités japonaises violent les règlements internationaux en matière de radioprotection. De ce fait les enfants, les femmes enceintes, les malades et les personnes âgées sont particulièrement exposés à des risques sanitaires importants.

Nous sommes solidaires de tous ceux qui sont touchés par la radioactivité au Japon. Le Mouvement olympique doit s'occuper de leur situation. Nous nous opposons à cette tentative d'utiliser les Jeux olympiques pour donner l'illusion d'une fausse normalité dans les régions touchées. Nous exigeons que le Comité international olympique et le gouvernement japonais s'abstiennent d'organiser les compétitions de base-ball et de softball dans la ville de Fukushima et le relais de la flamme olympique dans les zones contaminées par la radioactivité.

IPPNW W Campaign: [Tokyo 2020 – The Radioactive Olympics](#)

Sign our petition: www.radioactive-olympics.org

Contact us: olympia2020@ippnw.de

L'invisibilité sociale de ce que procurent les femmes après un accident nucléaire.

*Françoise Bloch
socio-anthropologue CNRS (retraîtée)
membre de l'ex-collectif IWHO
francoise.bloch@nabix.net*

De tout temps et dans toutes les sociétés et cultures passées ou présentes, les femmes ont accueilli au monde les enfants, les ont bercés, en ont pris soin, les ont nourris et soignés pour les faire advenir comme adultes et certaines d'entre elles, mariées ou pas, ont pris soin des blessés - y compris en temps de guerre - et des personnes vulnérables. Ce travail qui consiste à prendre soin des autres, souvent au détriment de soi – maris, compagnons, frères, enfants, personnes âgées, malades et blessés - fut longtemps considéré comme étant de la « nature » des femmes, ce qui bien sûr est faux : c'est une simple construction sociale qui explique la division sexuelle du travail. Ce travail gratuit – qui n'entre pas dans le calcul du PIB - est assuré par les femmes, exception faite de celles des puissants qui, de tout temps, l'ont délégué et le délèguent à d'autres femmes (nurses, domestiques, etc). Il est resté et reste encore invisible.....comme le sont celles qui l'effectuent dans l'ombre le plus souvent.

Les familles, frappées par la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima, qu'elles soient contraintes de revenir vivre dans une région contaminée en tentant de maintenir les solidarités inter-générationnelles encore très vivaces dans une société dite « traditionnelle », d'aller vivre ailleurs avec leurs enfants, ou ont opté pour un entre-deux au prix de la séparation du groupe familial¹, sont confrontées au silence des autorités japonaises et laissées à elles-mêmes – sans suivi médical et sans soutien financier. Elles sont loin de se réjouir du spectacle que les autorités japonaises, avec la complicité du CIO, vont montrer au monde entier lors des JO de Tokyo en dépensant des sommes faramineuses : voici bien longtemps que les JO se sont éloignés de leur philosophie générale, « *fondée sur les principes de tolérance, de paix, de fair-play et de noble émulation visant à la création d'une société pacifique moins marquée par la violence et les rivalités* » mais sont envahis par l'argent et la corruption.

Nous dénonçons donc l'organisation de ces JO dans un pays en urgence nucléaire que la population, exposée aux suites de cette catastrophe, subit dans aide financière ni médicale adéquate ! Nous ne sommes ni dupes ni complices !

En effet, la maîtrise de l'atome, d'abord conçu à des fins militaires pour s'assurer de la reddition des autres - leurs ennemis - puis dévolu à un usage civil – les centrales nucléaires - , participe d'une volonté de toute puissance de certains Etats, portée aussi par les élites scientifiques masculines les mieux formées mais animées d'un orgueil démesuré. Cette arrogance et ce désir de toute puissance étaient nommés par **les Grecs l'hybris qu'ils considéraient comme un crime** passible de la peine de mort.

A Tchernobyl depuis plus de 30 ans et à Fukushima depuis presque 9 ans, les effets sanitaires de l'atome sont tout autant dissimulés que l'ont été ceux des deux bombes lancées sur Hiroshima et Nagasaki, des essais nucléaires effectués dans le Pacifique, des guerres où l'uranium enrichi que contiennent les armes a fait de nombreuses victimes non seulement militaires mais aussi civiles, que des « dégâts collatéraux » que provoquent les centrales nucléaires ici et ailleurs mais aussi de la main mise sur la ressource qu'est l'uranium, engendrant des guerres incessantes, bien éloignées de « l'esprit olympique ».

1 □ En effet, des familles entières se retrouvent éclatées, les hommes ayant décidé de rester sur place pour subvenir aux besoins de leur famille, les femmes (et leurs enfants) étant parties vivre ailleurs pour protéger leurs enfants des risques de contamination.

Or, qui s'occupe de ces personnes irradiées ou contaminées par les retombées radioactives, qu'elles soient civiles ou militaires ? Des femmes ! Qui paie les conséquences de la toute puissance masculine à vouloir extraire puis dompter l'atome ? Des femmes ! Qui soignent et prennent soin des hommes irradiés, des enfants malades ? Des femmes. Qui sont discriminées et accusées d'avoir mal nourri leurs enfants en cas de contamination radioactive ? Des femmes ! Et le Japon, qui vient de vivre une catastrophe nucléaire après avoir reçu deux bombes sur Hiroshima et Nagasaki, véritable « force de rappel » des dégâts que provoque l'atome, va-t-il une fois encore considérer les femmes comme des « hibakuchas », discriminées à double titre en tant que femmes et « irradiées » et les exposer à la vindicte populaire ?

A Tchernobyl, ce sont aussi des femmes qui ont soigné les liquidateurs, sacrifiés sur l'autel de l'atome - même s'ils sauvèrent l'Europe d'une catastrophe encore bien plus grande - comme l'a si bien relaté Wladimir Tchertkoff dans son livre « *Le crime de Tchernobyl* »². Désormais, au Belarus, plus de 30 ans après la catastrophe de Tchernobyl, ce sont aussi des femmes qui soignent et prennent soin des enfants atteints de cancers, de maladies génétiques, de malformations cardiaques, dont le « *Monde d'après* »³ nous montre l'omniprésence.

Nous comprenons donc bien que les femmes de Fukushima et alentour soient inquiètes des premiers signes de maladie qui touchent leurs enfants : les cancers de la thyroïde. Ceux-ci ne sont que l'avant-goût de maladies plus graves à venir dont le retour d'expérience de la catastrophe de Tchernobyl nous a appris la venue.

De leurs paroles et de la situation dans laquelle ces femmes, enfants et hommes sont contraints de vivre dans les régions contaminées (contamination qui s'étend à tout le Pacifique!), le CIO et les autorités japonaises qui n'hésitent pas à vouloir faire parcourir la flamme olympique à travers les villages contaminés et à y organiser certaines compétitions sportives, se désintéressent, prônant le « spectacle sportif » que le monde entier se propose de regarder grâce aux contrats faramineux signés avec les chaînes de TV mondiales.

J'ai tenté de me faire l'écho de leurs paroles en ayant entendu ce qu'elles nous disent. Pussions-nous les écouter au moins et ne pas les instrumentaliser à des fins autres que les reconnaître pour tenter de soulager leur souffrance et faire preuve à leur égard de solidarité face à ce que nous osons nommer un féminicide par l'atteinte à la capacité procréative des femmes (voire des hommes contaminés ou qu'elles accueilleront au monde) qui s'ajoute à un écocide !

Plusieurs des femmes interviewées par T. Doi⁴ parlent bien sûr du retour du refoulé des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki qui ont eu comme conséquence de discriminer les femmes qui étaient irradiées : on sait le prix que leur coûta cette exclusion du monde commun ! Ces jeunes femmes disent leur crainte que leurs filles ou elles-mêmes soient discriminées dans l'avenir puisqu'elles se sentent déjà des parias, des "virus" disent-elles. Rien, même les examens médicaux qu'elles font faire sur leurs propres ressources financières et qui ne font que les rassurer provisoirement ne leur permet pas de se sentir en sécurité dans leur fonction de future porteuse de vie. Ce sentiment d'être des « objets » est évoquée par ces femmes qui reprochent aussi aux chercheurs et autres épidémiologistes de ne les considérer que comme des "cobayes" sans les protéger des maladies qu'elles ou leurs enfants risquent de contracter mais qu'elles devront prendre en charge. La culpabilité qu'elles ressentent est un comble compte tenu de la manière dont elles ont été tenues dans l'ignorance de ce qui risquait de les frapper, elles et leur famille : elles se sentent coupables de ne pas avoir quitté plus tôt leur village contaminé et cette culpabilité n'est pas exprimée par les hommes même s'ils se sentent aussi peu considérés par les autorités japonaises et connaissent les risques qu'ils encourent en restant ou en revenant dans leur ancien lieu de vie, là où reposent leurs ancêtres.

Beaucoup de ces propos ont été recueillis par T. Doi dans les entretiens sensibles qu'il a réalisés à Iitate mais de nombreux autres témoignages nous parviennent d'autres femmes japonaises, celles qui osent parler comme Mitsuko Sonoda, réfugiée en Grande Bretagne avec mari et enfants, Ruiko Muto, représentante des femmes de Fukushima dont nous pouvons lire le témoignage. Elles font écho aux paroles de femmes recueillies par Wladimir Tchertkoff après la catastrophe de Tchernobyl.

Dissimuler les effets et les conséquences sur le vivant de l'utilisation de l'atome, les mettre « sous le tapis » pour passer l'éponge en organisant les JO de Tokyo est donc un crime dont le CIO se rend complice, complice des autorités japonaises et des organismes internationaux qui prônent la poursuite du nucléaire (AIEA,

2 □ W. Tchertkoff, « *Le crime de Tchernobyl. Le goulag nucléaire* » 2006, Actes Sud

3 □ Marc Petitjean et Yves Lenoir, « *Le monde d'après* » 2018, film documentaire DVD, ETB

4 □ T. Doi, 2012, *Iitate, chronique d'un village contaminé*, documentaire distribué par Echo-Echanges

UNSCEAR, ETHOS etc) alors que la population japonaise et singulièrement les femmes et leurs enfants vivent en pleine urgence nucléaire et qu'aucune mesure sanitaire significative n'a été prise pour les protéger des conséquences de cette catastrophe dont devrait se soucier l'OMS. Celle-ci regarde « ailleurs », puisqu'elle n'a aucune compétence en matière de suivi sanitaire d'un accident nucléaire et en dissimule les effets mortifères. L'OMS n'a d'ailleurs plus la maîtrise de sa politique censée protéger la santé de la population mondiale puisque plus de 80 % de son financement dépend désormais de « contributions volontaires » dont celles des pays nucléarisés (USA, GB et France) , de la Fondation Bill et Melinda Gates et des fondations pharmaceutiques⁵.

Nous ne saurions être dupes d'une dissimulation des effets sanitaires réels d'une catastrophe nucléaire que le « spectacle » y compris télévisuel des JO de Tokyo ne pourra pas effacer même si la volonté des autorités japonaises en organisant ces JO est de « passer l'éponge » sur l'accident de Fukushima tendant à faire croire au monde entier que les conséquences de cet accident sont terminées alors qu'une bonne partie du Japon vit encore sous urgence nucléaire et le sera pendant encore des dizaines voire centaines d'années.....comme l'est et le sera le Pacifique.

Pour conclure à des fins d'avertissement : face à toute catastrophe nucléaire susceptible d'arriver en Europe ou ailleurs il est prévu par les autorités politiques et de « sécurité nucléaire » de laisser la population civile vivre dans les zones contaminées. Où pourrait-elle aller d'ailleurs vue l'ampleur des retombées radioactives sur de larges portions de territoire contaminé mais invisible car les radionucléides le sont ? Elle sera laissée à elle-même, condamnée à vivre dans un territoire apparemment normal, verdoyant mais contaminé, puisque selon ETHOS, ses inquiétudes ne sont que de la radiophobie⁶ ! Ces gens-là ont su tirer les leçons de Tchernobyl et de Fukushima . Et nous encore si peu nombreux à dénoncer les conséquences de la toute puissance humaine, celle d'avoir voulu maîtriser l'atome, quelles leçons en avons-nous tirées ou pensons-nous que cela ne peut arriver qu'aux autres ?

5 □ F.Bloch, *Premières réflexions sur financement de l'OMS* (à partir de ses bilans financiers), 2016, document interne à IWHO

6 □ Pierre et Annie Péguin, <https://apag2.wordpress.com/2019/06/18/negationnisme-nucleaire-et-climat-concurrence-des-catastrophismes/>

PSR/IPPNW

SWITZERLAND/SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA



Physicians for Social Responsibility/International Physicians for the Prevention of Nuclear War
Ärztinnen und Ärzte für soziale Verantwortung/zur Verhütung des Atomkrieges
Médecins pour une responsabilité sociale/pour la prévention de la guerre nucléaire

Des médecins suisses et allemands mettent en garde le CIO

Politique nucléaire actuelle dans le Japon olympique : les enfants de Fukushima risquent de contracter des maladies graves radio-induites et de mourir.

Environ un enfant sur 15 né en 2011 et exposé à 100 millisieverts (mSv) souffrira d'un cancer radio-induit ou d'une autre maladie mortelle du fait de vivre en dessous des limites de dose de rayonnement japonaises actuellement en vigueur. Dans les régions radio-contaminées par l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, ces risques dureront des centaines d'années. Ces régions sont inhabitables selon la limite de radioprotection habituelle de 1 mSv / an. En 2020, la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima n'est en aucun cas contrôlée.

Les retombées radioactives telles que celles de la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 se propagent sans tenir compte des frontières et touchent les populations sans discrimination. Par conséquent, toute catastrophe nucléaire qui disperse des matières radioactives dans l'air, le sol ou l'eau est une préoccupation mondiale. Les radiations ionisantes sont intensément nuisibles sur le plan biologique. À toutes les doses, sans aucun seuil en dessous duquel il n'y a pas d'effet (y compris les doses trop faibles pour provoquer des effets ou des symptômes à court terme), l'exposition aux rayonnements augmente le risque à long terme de cancer et de maladies chroniques telles que les maladies cardiovasculaires pour le reste de la vie des personnes exposées.

Non-respect des normes de radioprotection

La norme la plus largement acceptée en matière de radioprotection (à l'exclusion des rayonnements médicaux) autorise une dose maximale admissible de rayonnements ionisants pour les membres du public dans des situations non urgentes de 1 mSv par an. Dans la période post-accidentelle au Japon, 20 mSv par an sont actuellement tolérés par l'État. C'est irréaliste, bien que cela soit conforme à la réglementation de la CIPR.

Risques d'irradiation élevés pour les enfants - en particulier les nourrissons - et pour les femmes - en particulier pendant la grossesse

Les enfants sont plus vulnérables aux maladies liées aux radiations que les adultes. En particulier, les nourrissons sont environ quatre fois plus sensibles aux effets cancérigènes des rayonnements que les adultes d'âge moyen. Pour une même dose d'irradiation, le risque de cancer chez les femmes est globalement supérieur de près de 40 % à celui des hommes. Il a été démontré qu'une seule radiographie de l'abdomen d'une femme enceinte, impliquant une dose de rayonnement pour le fœtus d'environ 10 mSv, augmente de 40 % le risque de cancer pendant l'enfance chez sa progéniture. En ce qui concerne le risque de maladies cardiovasculaires, on estime que le risque accru de décès par maladie circulatoire au cours de la vie est environ dix fois plus élevé pour un enfant exposé à des radiations avant l'âge de dix ans que pour une exposition survenant après l'âge de soixante-dix ans.

Perspective des risques induits par les rayonnements ionisants chez les enfants de Fukushima

Pour donner une idée de ces risques, pour un enfant né à Fukushima en 2011 qui a été exposé à un total de 100 mSv de rayonnement supplémentaire au cours de ses cinq premières années de vie, un niveau toléré par la politique japonaise actuelle, le risque supplémentaire de cancer au cours de la vie serait de l'ordre d'un sur trente, avec probablement un risque supplémentaire similaire de décès cardiovasculaire prématuré. (Tilman Ruff, IPPNW, 2013)

IPPNW Allemagne soutient cet avertissement au CIO

Lausanne, 26 février 2020

Témoignage d'une habitante de la ville de Daté au procès collectif de Tokyo

"Nous avons le désir d'élever nos enfants dans un environnement proche de la nature et enrichissant. C'est pourquoi nous avons déménagé de la ville de Fukushima pour acheter un terrain dans la ville de Date, là où nous vivons actuellement, pour y construire une maison.

Les remboursements des prêts étaient lourds et nous vivions simplement, mais nous étions heureux.

Huit ans après la construction de notre maison, le 11 mars 2011 l'accident de la centrale s'est produit, et notre vie de famille a été bouleversée. Mon mari et moi avons 42 ans, mon fils était en CM2 et ma fille en CE2.

A cette époque, je n'avais aucune connaissance sur le nucléaire ou sur les substances radioactives. Si j'avais eu quelques notions dans ce domaine, en nous sauvant nous aurions sans doute pu éviter d'être irradiés. Je suis étreinte par ce regret.

Sans aucune marge financière, je ne pouvais en pensant à mes enfants qui souffrent de maladie et à mes parents qui sont ici, me résoudre à m'éloigner de chez moi.

Dès le 11 mars toutes les lignes de vie furent coupées et je devais me rendre jusqu'aux stations d'eau où j'emmenais les enfants, pour trouver de quoi manger, nous marchions dehors parfois trempés par la pluie.

Après plusieurs jours comme nous n'avions toujours pas d'eau, nous avons dû aller jusqu'à la mairie pour utiliser les toilettes. C'est à ce moment-là que j'ai vu un groupe de personnes vêtues de combinaisons de protection blanches entrer dans la mairie.

Nous avons pensé qu'ils venaient sans doute aider les victimes du tsunami. Mais maintenant, je comprends que la pollution radioactive était telle que des protections étaient nécessaires, et nous, sans nous douter de rien nous étions exposés.

Peu après au moment des cérémonies de remises de diplômes nous nous sommes rendus à pied à l'école primaire. Je pense que les informations qu'on nous donnait étaient fausses et qu'à cause de cela nous avons été irradiés. A l'époque j'étais persuadée que si nous encourions réellement un danger, l'État nous avertirait.

J'ai appris plus tard que les doses de radioactivité de l'air après l'accident étaient de 27 à 32 micro sieverts par heure. Il n'y a eu aucune consigne sur la restriction des sorties en extérieur et c'est extrêmement grave.

En juin 2011, je me suis rendue aux funérailles de la grand-mère de mon mari dans sa famille. J'ai emmené mes enfants avec moi. Sur le trajet nous avons remarqué que le taux de radiations était très élevé et dans la voiture le dosimètre affichait à certains endroits 1.5 micro-sievert par heure

Les représentants de cette zone, avaient demandé aux riverains de ne pas faire de vagues même si la radioactivité était élevée. D'après ce que j'ai entendu, il fallait que les véhicules de reconstruction puissent continuer à emprunter cette route. De même que le Shinkansen (TGV) et l'autoroute du Tohoku devaient à tout prix fonctionner comme si de rien n'était, pour ces mêmes raisons.

En dépit d'un niveau dépassant les limites de doses admissibles, au lieu de nous alerter sur les dangers, on nous assurait être en sécurité.

Le risque de cette exposition ne nous a pas été communiqué. En juin 2011 mon fils a été pris de saignements de nez abondants, au point que ses draps étaient tout rouge.

Les enfants présentant les mêmes symptômes étaient si nombreux, que nous avons reçu une notice par la "Lettre de santé" de l'école avec des recommandations. Au cours d'un examen médical de l'école, on a découvert une anomalie cardiaque à mon fils et il a dû être surveillé par holter. Mon fils qui avait 12 ans au moment de l'accident souffrait alors de dermatite atopique. Après, les symptômes ont empiré au point de devoir être hospitalisé pendant les vacances de printemps en seconde. Aujourd'hui on n'arrive toujours pas à identifier les symptômes qui le font souffrir.

Un an après l'accident, ma fille s'est plainte de douleurs à la jambe droite. A l'hôpital, un ostéome extra-osseux a été diagnostiqué et elle a dû subir une excision osseuse l'année suivante. En première année de collège à partir de l'hiver elle n'arrivait plus à se lever le matin. Elle était atteinte d'un dysfonctionnement orthostatique. En accord avec elle nous avons décidé de la scolariser 3 fois par semaine dans un système à horaires modulables.

Le passe-temps favori de mon mari était la pêche, mais depuis l'accident nucléaire, il n'est plus question d'aller à la mer ou à la rivière.

Avant l'accident, dans le jardin nous faisons pousser des fleurs et nous avons un potager. L'été, nous y faisons des barbecues en famille et nous mettions une tente pour que les enfants puissent dormir dehors. Maintenant c'est absolument impossible.

Dans cet environnement gravement contaminé aujourd'hui, l'ADN des cellules serait gravement endommagé.

Il faut ajouter que les séquelles liées à l'exposition que nous avons déjà subies sont indélébiles même si nous déménageons maintenant.

Quand je songe que les enfants sont particulièrement vulnérables à l'irradiation, mon cœur se déchire. En tant que parent, en tant qu'adulte, c'est déchirant et insupportable.

Je suis également préoccupée par la situation actuelle de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

Ma routine quotidienne consiste à guetter les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre et à vérifier l'état de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Parce qu'aujourd'hui je n'hésiterais pas à évacuer. J'ai changé de travail pour être en mesure de me rendre rapidement auprès de mes enfants s'il le faut.

J'ai dû abandonner un travail à plein temps et c'est financièrement difficile, mais la priorité est de pouvoir partir vite à tout moment.

Car après avoir vérifié toutes sortes d'informations, j'ai compris que les annonces du gouvernement divergeaient de la réalité.

Vivre dans un environnement radioactif vous oblige à être vigilant sans relâche, que ce soit pour vos courses, pour manger, ou pour boire de l'eau, et à évaluer vous-même la situation pour faire des choix. Nous avons dû nous résoudre à accepter un mode de vie anormal pour arriver à continuer à vivre au jour le jour.

Quoi que je fasse, tout plaisir a disparu de ma vie.

J'ai découvert qu'il y avait à côté de chez moi sur le chemin de l'école de mes enfants des spots de plus de 10 micro-sieverts par heure. Je l'ai signalé à la mairie, mais ils n'ont rien fait. La raison invoquée est qu'il n'y a pas de stockage temporaire pour entreposer les déchets. J'ai dû retirer moi-même la terre contaminée et je l'ai stockée dans mon jardin.

La ville de Dage a décidé de sa propre politique de décontamination et a instauré également fin 2011, une norme de 5 mSv / an

En ce qui me concerne, je voulais réduire la pollution radioactive le plus tôt possible et j'ai décontaminé mon jardin moi-même. La ville encourageait les gens à décontaminer par leurs propres moyens.

Je l'ai fait aussi. Et cela représentait 144 sacs. L'année suivante j'ai recommencé. Les sacs de débris radioactifs résultant de la décontamination jusqu'en mars 2014 sont restés entreposés dans mon jardin pendant 2 ans, et ont ensuite été emmenés dans une zone de stockage temporaire enfin mise en place. Mais depuis, les autres sacs de nettoyage n'ont pas été acceptés et sont toujours dans mon jardin. A cause de cela nous n'y mettons plus les pieds.

La contamination de notre abri de voiture s'élevait à 520 000 becquerels il y a 5 ans, avec 5 micro sieverts par heure, mais elle n'entrait pas dans les critères requis pour être nettoyée. La « décontamination officielle » n'inclut que le terrain de résidence, mais ni le toit ni les gouttières ne sont pris en charge. De ce fait nous ne pouvons plus laisser nos velux ouverts.

La ville de Dage prétendant se soucier de la santé des habitants a fourni à tous les résidents des dosimètres. Nous avons ensuite été invités à subir des examens, pendant lesquels nos données ont été collectées. Sans l'autorisation des résidents ces données ont été confiées à des chercheurs externes qui ont rédigé des rapports. Ces rapports ont été élaborés sur la base d'informations personnelles obtenues illégalement, et de surcroît une falsification des données est suspectée.

Sur la base de données inexactes le rapport a conclu que même à des doses de 0,6 à 1 microsievert par heure dans l'air, la dose individuelle reçue serait inférieure à 1 millisievert par an et que par conséquent il n'était pas utile de décontaminer. Il s'agit d'une sous-estimation de l'exposition, et clairement d'une violation des droits de l'homme à l'encontre de la population. Cette affaire est toujours en cours.

Dans cette même région, on voit apparaître des leucémies et des cancers rares des voies biliaires. Je ne peux m'empêcher de penser qu'avant l'accident cela n'existait pas.

Aujourd'hui encore, alors que l'état d'urgence nucléaire est toujours officiel, cette situation anormale est devenue notre quotidien.

Je crains que la "reconstruction" prônée par l'État, ne bafoue les droits fondamentaux des résidents et que cette vie inacceptable ne soit désormais considérée comme normale. Nos vies sont au point mort.

Cette souffrance va continuer. Mon désir le plus profond est qu'à travers ce procès, la responsabilité de l'État et de Tepco qui a causé l'accident soit reconnue."